

L'horizon financier de l'Afrique s'assombrit

Sous l'effet de la mondialisation, les crises et l'instabilité entraînent de nouveaux problèmes

Par Ernest Harsch

Lorsque la monnaie sud-africaine, le rand, s'est effondrée en décembre, les analystes de la région ont mis cette situation sur le compte des spéculateurs internationaux des marchés de devises ou sur les répercussions de la crise de l'économie argentine. Au même moment, les problèmes que connaissait l'Argentine exacerbaient les angoisses des investisseurs égyptiens. Un dessin humoristique publié dans un journal du Caire représentait le Premier Ministre de l'Egypte se réveillant après avoir fait un cauchemar dans lequel il essayait de gouverner l'Argentine. Lorsque les dirigeants des anciennes colonies françaises d'Afrique de l'Ouest se sont réunis à Dakar (Sénégal) au cours du même mois, ils avaient une autre préoccupation en tête. L'apparition d'une monnaie européenne forte, l'euro, les obligerait-elle, tôt ou tard, à procéder à une nouvelle dévaluation de leur monnaie commune, le franc CFA?

D'autres tendances économiques internationales — la faiblesse des marchés des produits de base, un fort endettement et la diminution des flux d'aide — ont déjà eu des répercussions considérables sur les petites économies vulnérables de l'Afrique. Le ralentissement actuel de l'économie mondiale, s'il persiste, pourrait gravement freiner la croissance de l'Afrique, même si jusqu'à présent, le continent a moins été touché que la plupart des autres régions.

Par ailleurs, les fluctuations brutales des marchés financiers internationaux — et notamment les crises soudaines comme celle qu'a connue l'Argentine — viennent s'ajouter aux autres préoccupations de l'Afrique. Face à une telle instabilité, les dirigeants africains doivent absolument collaborer avec les institutions financières internationales pour “élaborer une architecture financière mondiale à même de protéger les pays émergents si le marché donne des signes d'irrationalité”. C'est ce que le Président de l'Afrique du Sud, Thabo Mbeki, a déclaré en février devant son Parlement. Le mois suivant (voir page 3), lors de la Conférence internationale sur le financement du développement qui s'est tenue à Monterrey (Mexique) sous les auspices de l'ONU, le Président de l'Algérie, Abdelaziz Bouteflika, a fait observer que “lorsque la tendance financière internationale est à des mouvements massifs de capitaux spéculatifs, cela engendre une certaine instabilité, des déséquilibres et des crises”. Il a donc préconisé la mise en place d'un nouveau système monétaire et financier “favorisant une croissance saine et durable”.

De même, le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), stratégie de développement pour le continent actuellement préconisée par MM. Mbeki, Bouteflika et

d'autres présidents africains, prône "une architecture financière mondiale récompensant une bonne gestion socioéconomique".

L'instabilité des marchés financiers et monétaires inquiète également les grands centres financiers du monde. Lorsque les dirigeants des nations et des sociétés les plus puissantes du monde se sont réunis à New York au début de février à l'occasion du Forum économique mondial annuel, l'ambiance était dans l'ensemble morose. Le fait que ce Forum se tienne dans une ville où avait récemment eu lieu un très grave attentat terroriste a assombri l'atmosphère de fête caractéristique des forums précédents qui s'étaient déroulés à Davos (Suisse). Mais la débâcle d'Enron — géant américain de la distribution d'énergie — la crise en Argentine et les incertitudes liées au ralentissement de l'économie mondiale ont aussi contribué à la morosité ambiante.

La période d'"exubérance irrationnelle" qu'ont connue les marchés de capitaux au cours des années 90 est maintenant révolue, a déclaré l'un des participants au forum, M. Robert D. Hormats, Vice-Président de Goldman Sachs International, une des plus grandes sociétés d'investissement de Wall Street. "Nous avons pris conscience de la nouvelle réalité, et nous voyons bien que nous sommes tous menacés.

II-) faudrait que l'Afrique s'inquiète'

Dans l'immédiat, les débats relatifs aux stratégies à adopter face aux fluctuations soudaines des mouvements de capitaux privés intéressent surtout les "marchés émergents" les plus importants. L'Afrique en a relativement peu; il s'agit principalement de l'Afrique du Sud, de l'Egypte, du Nigéria et de quelques autres pays. Les problèmes de Buenos Aires et même de Johannesburg paraissent lointains à un grand nombre de pays pauvres d'Afrique. Puisqu'ils n'ont pas vraiment leur place dans les réseaux financiers mondiaux, ils sont maintenant relativement à l'abri des effets immédiats de cette instabilité.

Mais, à mesure que les pays d'Afrique progresseront et attireront un plus grand nombre d'investisseurs, ils devront eux-aussi inévitablement faire face à des problèmes similaires. Certains pays commencent déjà à s'interroger sur les écueils à venir. Vont-ils eux-mêmes connaître des crises financières brusques et impossibles à maîtriser ? Comment pourrait-on restructurer "l'architecture financière internationale" afin d'éviter ces crises ? Participer davantage au processus de mondialisation en vaut-il la peine?

Même aujourd'hui, l'instabilité des marchés financiers peut avoir de graves conséquences sur les économies africaines, d'après *Les flux de capitaux et la croissance en Afrique*, étude publiée par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

(CNUCED). L'analyse qui y est faite des flux de capitaux à court terme dans 15 pays d'Afrique, grands et petits, montre que ces mouvements peuvent avoir des conséquences plus importantes qu'on ne le supposerait, car, dans la plupart des pays, les marchés financiers et monétaires sont "relativement peu actifs". La CNUCED indique que, bien que ces flux ne se soient pas caractérisés en Afrique par le même cycle d'expansion et de récession qu'en Amérique latine et en Asie, les flux à court terme ont quand même été plus instables en Afrique au cours des années 90 que pendant la décennie précédente.

Comme l'a noté M. Fantu Cheru, professeur d'études africaines et d'études sur le développement à l'American University de Washington, lors d'un entretien avec *Afrique Relance*, aucun pays africain ne peut être "à l'abri des répercussions" que pourrait entraîner une crise financière internationale. Pourtant, a-t-il indiqué, jusqu'à présent l'Afrique — exception faite de l'Afrique du Sud — ne s'est pas particulièrement intéressée à ce genre de problèmes, ex parte parce qu'elle reste ex marges des principaux marchés financiers. Mais, dans l'ensemble, a déclaré M. Cheru, la gravité des problèmes est telle "qu'il faudrait que l'Afrique s'inquiète".

Déréglementation et crises

La dernière décennie s'est caractérisée par une succession de crises financières au Mexique, ex Asie de l'Est, en Russie, au Brésil, en Turquie et à présent ex Argentine. Un grand nombre d'économistes attribuent cette instabilité à l'importance croissante des flux de capitaux à court terme, liée à la libéralisation plus grande des marchés financiers aussi bien nationaux qu'internationaux. A la différence de l'investissement étranger direct (IED), qui finance l'actif immobilisé à long terme — usines, exploitations agricoles et autres activités productives — les placements dans les actions, les obligations, les devises et autres instruments financiers négociables recherchent ex général des profits très rapides et sont relativement volatils.

Selon certaines estimations, les transactions sur le marché des changes dans le monde ont augmenté de façon spectaculaire, passant de 4 600 milliards de dollars en 1977 à 375 000 milliards en 1998. Cette année-là, plus de 80 % du montant des transactions portaient sur des flux qui faisaient un "aller et retour" ex une semaine ou moins; il s'agissait principalement de spéculations sur les taux de change des devises et sur les cours des actions et des obligations sur différents marchés. Parallèlement, certains spéculateurs essayaient de mettre à profit les écarts existant entre les taux d'intérêt de différents pays. Il suffit d'une légère variation de la confiance des investisseurs, des taux de change ou des taux d'intérêt pour que des milliards

de dollars soient précipitamment transférés d'un pays à l'autre.

Ce sont des flux à court terme de cette nature qui, avec l'IED, ont contribué à encourager la vague d'investissements sur plusieurs marchés émergents au début et au milieu des années 90. Le continent africain n'a dans l'ensemble pas bénéficié de ces flux, à l'exception des bourses de l'Afrique du Sud, de l'Égypte et de quelques autres pays d'Afrique qui en ont reçu une petite partie. Bien que l'IED destiné à l'Afrique soit passé de 9 milliards à 11 milliards de dollars entre 2000 et 2001 — à une époque où les flux d'IED dans le monde ont diminué de près de moitié — il ne s'agissait là encore que d'une infime portion des 760 milliards de dollars investis à l'échelle mondiale, et la plupart de ces investissements sont allés à un petit nombre de pays d'Afrique ayant des réserves pétrolières et minérales importantes.

Chose plus grave pour les pays pauvres d'Afrique, d'après le Secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, cette forte augmentation des investissements a persuadé, à tort, les pays donateurs que les flux de capitaux privés allaient rendre l'aide publique au développement anachronique — ce qui a contribué à la baisse considérable des flux d'aide pendant cette période.

Même pour les pays qui ont reçu d'importants flux de capitaux privés, l'issue n'a pas toujours été positive. Étant donné la faiblesse des institutions financières et le peu de contrôle exercé sur les mouvements externes de capitaux, plusieurs "tigres" d'Asie de l'Est se sont retrouvés du jour au lendemain en situation de crise, au milieu de l'année 1997. Des monnaies se sont effondrées, des économies se sont ralenties, des entreprises commerciales ont fait faillite, des banques ont dû faire face à des prêts irrécouvrables, la pauvreté a fait tâche d'huile et en Indonésie l'ampleur du chômage a été telle que le Président au pouvoir depuis longtemps a dû démissionner.

En évaluant les leçons de la crise qu'a connue l'Asie de l'Est, un grand nombre d'économistes ont appelé l'attention sur des facteurs locaux : la faiblesse des secteurs bancaires, l'insuffisance d'informations sur le marché et le "capitalisme de copinage" répandu qui a fait que des hommes d'affaires ayant des relations politiques ont pu obtenir d'énormes prêts risqués. Toutefois, même les plus ardents défenseurs de la libéralisation ont estimé que la déréglementation excessive des marchés financiers posait problème. D'autres ont également rejeté la responsabilité sur le Fonds monétaire international (FMI) qui avait exigé que les pays augmentent leurs taux d'intérêt (afin d'attirer à nouveau les capitaux étrangers). Cette politique a, au contraire, eu pour résultat d'aggraver la récession des économies d'Asie de l'Est.

Les répercussions de la crise asiatique se sont étendues bien au-delà de la région. Prudents, les investisseurs à court terme ont commencé à se retirer d'autres marchés ex difficulté, aggravant ainsi les crises qui n'ont pas tardé à se déclarer ex Russie et au Brésil. Moins étroitement liée à l'économie mondiale, l'Afrique a été moins gravement touchée, à cela près que les exportations de matières premières africaines ex Asie ont fortement baissé et que les marchés financiers de l'Afrique du Sud ont souffert d'instabilité.

'Un modèle économique pernicieux'

Puis ce fut la débâcle de l'Argentine à la fin de l'année dernière. Cet effondrement a été d'autant plus grave que l'économie argentine est la deuxième de l'Amérique latine et avait auparavant un secteur industriel très robuste et un niveau de vie parmi les plus élevés du continent

En 1991, fortement encouragés par le Ministère des finances américain, les dirigeants de l'Argentine ont tenté de maîtriser l'inflation ex "dollarisant" leur économie: la parité a donc été instaurée entre le peso et le dollar, un peso valant ainsi un dollar. Au cours de la décennie, le gouvernement a également privatisé la majeure partie du secteur public — y compris l'éducation et la santé — et a complètement déréglementé les marchés financiers.

Pendant un certain temps, la croissance économique a été encouragée par un apport de capitaux spéculatifs et de dollars destinés à la privatisation. Mais, il y a environ quatre ans, l'économie a commencé à ralentir ex partie parce que le dollar avait pris de la valeur sur le plan international, entraînant avec lui le peso argentin. Les exportations argentines sont donc devenues plus chères et moins compétitives sur les marchés mondiaux - ce qui a nul à l'industrie locale.

En décembre 2001, la situation ex Argentine est devenue critique. Le Président Adolfo Rodriguez Saâ a prononcé un moratoire sur les remboursements de la dette de 132 milliards de dollars, dette publique la plus importante dont un pays ait jamais cessé d'assurer le service. Pour les Argentins — dont un cinquième se sont retrouvés ex dessous du seuil de pauvreté — la situation est devenue si difficile que des manifestations violentes ont éclaté à Buexos Aires et dans d'autres villes, faisant de nombreuses victimes. Le Président Rodriguez a démissionné et, ex l'espace de deux semaines à peine, trois candidats lui ont brièvement succédé avant que M. Eduardo Duhalde ne finisse par s'installer à la présidence. "L'Argentine est ex faillite", a-t-il admis, et elle est au bord de la "désintégration et du chaos".

Comment les choses ex sont-elles arrivées là dans un pays qui avait si souvent été cité

comme un des grands succès de l'économie de marché? Les responsables du FMI, du Ministère des finances américain et du Groupe des Sept pays industrialisés (0-7) ont ex tendance à incriminer les dirigeants de l'Argentine, à qui ils reprochaient la corruption et les erreurs de gestion, ainsi que leur refus de réduire suffisamment les dépenses publiques. Certains analystes économiques ont mis ex cause la parité rigide peso/dollar. Des conservateurs américains ont accusé le FMI d'avoir pendant trop longtemps prêté des sommes trop importantes à l'Argentine.

Selon le Président Duhalde, le problème était dû aux politiques de ses prédécesseurs, selon un "modèle économique pernicieux" qui "a entraîné tout le monde dans sa chute finale". Mâchant moins ses mots, le Président du Venezuela, Hugo Chávez, connu pour son franc parler, a déclaré lorsqu'il a été nommé Président du Groupe des 77 pays ex développement, ex janvier: "L'Argentine a trop goûté au poison qu'est le néolibéralisme et elle en subit à présent les conséquences?"

L'Afrique va-t-elle connaître des crises financières brusques et impossibles à maîtriser?

Comment peut-on réorganiser "l'architecture financière internationale" afin de les éviter?

L'offensive contre le rand

Alors même que l'Argentine s'effondrait, la monnaie sud-africaine, le rand, perdait considérablement de sa valeur. Le rand avait déjà commencé à chuter un peu plus tôt, mais pendant le dernier trimestre de 2001, il a perdu 24 % par rapport au dollar. En décembre, la valeur du rand a plusieurs fois grimpé puis baissé brusquement.

Tout d'abord, les spécialistes du marché et les responsables du gouvernement ont été incapables d'expliquer la chute du rand. Les grands paramètres de l'économie et de la gestion économique sud-africaines étaient souvent considérés comme solides, et les opérateurs sur actions aussi bien que les analystes ont qualifié de "ridicules" et "d'insensées" les fluctuations du rand. D'aucuns ont pensé que la confiance des investisseurs avait peut-être été ébranlée par les événements en Argentine, par l'agitation politique au Zimbabwe voisin ou par la lenteur du programme de privatisation de l'Afrique du Sud, mais le Ministre des finances, Trevor Manuel, a fait peu de cas de ces explications.

Puis, début janvier, M. Kevin Wakefield, président-directeur général de la Chambre de commerce sud-africaine (SACOB), a mis en cause les spéculateurs ex devises. Il a accusé "les manipulateurs du marché" d'avoir recours à des "méthodes financières douteuses" pour lancer une offensive contre le rand dans le but d'engranger des profits rapides. Il a donc encouragé le gouvernement à enquêter sur d'éventuelles activités spéculatives illégales ou contraires à la déontologie et il lui a fourni un rapport confidentiel détaillant les allégations de la SACOB.

Le gouvernement a nommé un éminent juriste, M. John Myburgh, à la tête d'une commission chargée d'enquêter sur le courtage ex devises sud-africaines au cours de l'année 2001, d'établir si des tentatives de manipulation de la valeur du rand avaient eu lieu et, le cas échéant, d'en déterminer les auteurs. La commission a jusqu'à la fin du mois d'avril pour présenter ses conclusions.

Quelles que soient les conclusions de la Commission Myburgh, ce qui s'est passé en Afrique du Sud met de nouveau ex évidence les problèmes que pose la spéculation sur les devises, qui avait aggravé les crises en Asie.

De manière générale, les spéculateurs de devises — les banques de compensation, les sociétés de placement, les fonds spéculatifs et les personnes nanties — misent sur les fluctuations des monnaies de divers pays, ex pariant par exemple que le rand va perdre de sa valeur par rapport au dollar dans un avenir proche. Ils contractent des prêts locaux pour emprunter des rands, les convertissent ex dollars, et, après la dévaluation, rachètent des rands moins chers afin de rembourser leurs prêts tout ex gardant des profits importants. Etant donné

le grand nombre de marchés financiers électroniques qui opèrent 24 h sur 24, des transferts massifs peuvent se produire très rapidement. S'il y a suffisamment de spéculateurs qui agissent de la même manière, la valeur de la monnaie locale peut tomber ex chute libre — dans le jargon des opérateurs du marché il s'agit là d'une "attaque".

Le franc CFA et l'euro

Plus d'une douzaine d'anciennes colonies françaises d'Afrique ont une monnaie commune, le franc CFA. Etant donné que le taux de change avec le franc est fixe, ces pays sont bien moins à la merci de l'instabilité de la monnaie. Lors du Forum africain du développement qui s'est tenu du 3 au 8 mars à Addis-Abeba (Ethiopie), et qui a été organisé par la Commission économique pour l'Afrique de l'ONU, le Professeur Robert Mundell de l'Université Columbia, prix Nobel d'économie, les a vivement encouragés à continuer d'indexer leur franc sur l'euro. (En raison de son rattachement antérieur au franc français, le franc CFA a été dans un premier temps indexé à l'euro ex 1999, et il est maintenant fixé au taux de 656 CFA pour 1 euro.)

D'après M. Mundell, cette indexation fait des économies des pays CFA des "îlots de stabilité" dans un monde financier instable, et se traduit par une inflation très modeste. De ce fait, ces économies intéressent ex général davantage les investisseurs étrangers que les pays disposant de ressources et d'une infrastructure similaires, mais ayant des taux de change et d'inflation plus imprévisibles. M. Mundell a cependant rappelé que ce n'est pas parce qu'un pays a un système monétaire stable qu'il connaît forcément une croissance économique et un développement. Toutefois, ceci permet aux pays "d'éviter des perturbations" et donne aux gouvernements et aux entreprises la possibilité de faire des plans plus sûrs à long terme.

Mis ex place à l'origine dans les années 40 pour servir de monnaie coloniale, le franc CFA a survécu à l'accession à l'indépendance. Il a conservé une parité fixe avec le franc français et sa convertibilité était garantie par le Ministère des finances français. Les quatorze pays qui emploient le franc CFA maintiennent leurs réserves de devises dans deux banques centrales, une à Dakar (Sénégal) pour l'Afrique de l'Ouest et une autre à Yaoundé (Cameroun) pour l'Afrique centrale. Puisque les disponibilités monétaires dépendent de ces banques centrales, les gouvernements nationaux ne peuvent pas résoudre leurs problèmes budgétaires en augmentant leur masse monétaire. Cette mesure d'autodiscipline favorise d'ailleurs la stabilité du franc CFA.

Mais l'indexation d'une monnaie locale à une monnaie internationale plus forte n'est pas sans poser certains problèmes, comme l'Argentine a pu le constater à la suite de la parité entre

le peso et le dollar. C'est ce qui s'était produit auparavant avec le franc CFA. Au départ, 50 francs CFA s'échangeaient contre 1 franc français, et ce taux a été maintenu pendant près d'un demi-siècle. Mais à la fin des années 80 et au début des années 90, le franc français, et donc le franc CFA, ont gagné en valeur par rapport aux autres monnaies mondiales. Cette surévaluation, à laquelle se sont ajoutées d'autres difficultés économiques, a entraîné de graves problèmes financiers.

En janvier 1994, cédant aux pressions du FMI et de la Banque mondiale, le Ministère des finances français a fini par accepter d'user de son influence auprès des gouvernements des pays CFA pour obtenir une dévaluation de 50 % du franc CFA. Le nouveau taux de change a donc été porté à 100 francs CFA pour 1 FF. En francs CFA, les dettes de ces pays ont doublé du jour au lendemain tandis que le coût des importations a grimpé en flèche, entraînant plusieurs années d'inflation relativement élevée. Toutefois, étant donné que la dévaluation avait également rendu les exportations locales plus concurrentielles, la plupart des économies CFA ont fini par se redresser.

La dévaluation a cependant profondément marqué les esprits. A la suite de rumeurs spéculatives qui laissaient entendre que l'apparition de l'euro pourrait à nouveau compromettre la valeur du CFA, l'inquiétude d'une seconde dévaluation était très perceptible lorsque les dirigeants de l'Afrique de l'Ouest se sont réunis à Dakar en décembre pour assister à un sommet de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). Le Président de l'UEMOA, Moussa Touré, a tenté de dissiper les inquiétudes en notant que l'euro était en circulation depuis 1999 sans que la valeur du franc CFA ait été modifiée.

M. Touré et d'autres hauts fonctionnaires de l'UEMOA ont toutefois rappelé qu'on ne peut tout simplement pas garantir la stabilité monétaire à long terme. Les changements de valeur entre l'euro et les autres devises internationales, les écarts de croissance économique entre les Etats membres de l'UEMOA ainsi que les tendances du marché mondial peuvent avoir une incidence sur la valeur du franc CFA. M. Touré a indiqué qu'il n'y aurait probablement pas de dévaluation avant trois ou quatre ans au moins.

Il faut à l'Afrique un porte-parole

Les experts s'accordent à reconnaître qu'il faut que l'Afrique soit mieux préparée à faire face aux conséquences de l'instabilité financière mondiale. Elle doit également veiller à ce que ses intérêts soient pris en compte dans les débats internationaux qui ont actuellement lieu sur

l'efficacité de l'aide étrangère, les mécanismes d'allégement de la dette, et les institutions et procédures visant à prévenir les crises financières. Si l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine ne disent mot, rien ne se passera, a dit M. Mundell lors de la conférence d'Addis-Abeba. "Pourquoi les pays d'Afrique n'évoquent-ils pas la question du système monétaire international ?"

En fait, c'est précisément ce que certains pays ont essayé de faire. Neuf Etats africains font partie du Groupe intergouvernemental des 24, constitué en 1971 pour présenter les opinions des pays en développement sur les questions financières internationales. Ils ont, par l'intermédiaire de cette instance, préconisé notamment le contrôle des capitaux nationaux, de nouveaux mécanismes de financement d'urgence, une réglementation des fonds spéculatifs et des centres financiers offshore et davantage de sièges au Conseil exécutif du FMI

— à l'heure actuelle l'Afrique subsaharienne ne dispose que de deux sièges, alors que l'Europe de l'Ouest, par exemple, en a huit. Mais la plupart des propositions de cette nature ont été rejetées par les pays du G-7, note M. Aziz Ah Mohammed du Bureau de liaison du G-24 à Washington.

M. Yilmaz Akyüz, analyste à la CNUCED, est du même avis. Divers projets de grandes réformes ont été proposés par des gouvernements, des économistes, des organisations non gouvernementales et même des financiers internationaux. On a notamment proposé une taxe sur les transactions en devises afin de contenir les mouvements instables de capitaux à court terme, et la mise sur pied d'une nouvelle "méga-instance mondiale" afin de réglementer et contrôler les institutions financières dans le monde. Toutefois, jusqu'à présent, "ces beaux principes ... n'ont pas obtenu l'adhésion des puissants". M. Akyüz ajoute que la plupart des changements actuellement à l'étude sont fragmentaires et insignifiants, et n'apportent pas de solution à "l'instabilité structurelle ni à ses conséquences".

S'il est vrai que les opinions des pays ex développement, en tant que groupe, entrent rarement en ligne de compte lors des grandes réunions internationales (à l'exception des conférences de l'ONU comme celle de Monterrey), les Etats africains ont aussi particulièrement du mal à se faire entendre. Lorsque les dirigeants des pays industrialisés se réunissent, ils "ne parlent que d'eux-mêmes lorsqu'ils se penchent sur les problèmes économiques dans le monde et ils laissent le continent africain sur la touche", d'après un document consacré au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique distribué lors du Forum économique mondial de New York.

Le programme du NEPAD, conçu l'an dernier, affirme la maîtrise de l'Afrique sur le

développement de la région. Bien qu'il soit presque exclusivement axé sur les efforts nationaux de l'Afrique, il envisage également à terme le rôle plus actif que pourrait jouer l'Afrique ex matière de restructuration des relations économiques mondiales. L'Afrique, selon le NEPAD, s'emploiera à "réformer la gestion des institutions financières multilatérales", afin d'assurer une plus grande représentation de l'Afrique au sein de ces institutions et de les aider à "mieux répondre aux besoins et aux préoccupations des pays d'Afrique". H